

IRAN : GANGSTERISATION, STADE SUPREME de LA FINANCIARISATION MONDIALISEE

Nous l'avons déjà indiqué lors de l'intervention au Vénézuéla, nous vivons le stade de la gangstérisation de la financiarisation. C'est ainsi que nous analysons la situation politique mondiale depuis une dizaine d'années (voir Marx Again n°45).

Il est nécessaire de comprendre cette situation et d'écarter un à un tous les arguments qui sont faux ou non rationnels.

1) NON CE N'EST PAS LE RETOUR de L'IMPERIALISME « CLASSIQUE » !

Les défaites des USA en Irak et en Afghanistan ont définitivement mis un terme à la volonté de continuer à être les gendarmes du monde et à continuer à occuper un ou plusieurs pays pour reconstituer un « empire ».

Cela ne veut pas dire, bien entendu, que les rapports économiques sont égaux sur la planète et que les puissances les plus fortes assoient leur domination sur des parties de la planète. Cette domination se fait par l'intermédiaire des échanges commerciaux, de la financiarisation, des droits de douane...

Il faut donc regarder l'histoire récente et l'analyser pour comprendre.

L'essentiel des pays issus des « luttes de libération nationale » et qui ont acquis une forme d'indépendance étatique ont vu leurs dirigeants tués ou emprisonnés : Syrie, Libye, Irak, Vénézuéla, Cuba, etc... Il reste quelques pays dont les bourgeoisies nationales résistent, l'Algérie, par exemple...

Dans le cadre des luttes pour l'indépendance des années 1950 aux années 1980, les bourgeoisies nationales ont très souvent fondé leur « état-nation » sur la nationalisation des ressources énergétiques (Gaz, pétrole) et sur la nationalisation des matières premières : De fait, les pétromonarchies, Kadhafi, Sadam Hussein, Bachar El Assad, etc...et les bourgeoisies nationales tiraient leurs profits et leurs pouvoirs de sociétés nationales qu'ils contrôlaient. Suivant le même processus, en 1979, l'Iran a pris le même chemin en s'appuyant sur des potentats religieux, sur une « monoculture » des ressources fossiles mais aussi sur une bourgeoisie « éduquée ».

De fait, ces potentats et ces dictateurs nationaux ont fait de l'ombre au développement de la financiarisation mondialisée. Ils ont été un obstacle au développement de la mondialisation et de la financiarisation qui a une soif sans limite d'élargir son terrain de jeu.

A partir années 1990, il y a donc eu deux conséquences :

- D'une part, à la suite des crises de surproduction capitaliste des années 1970, le capitalisme s'est lancé dans une fuite en avant pour à la fois mondialiser les flux financiers et à la fois faire des marges et les profits sur ces flux. La production de biens de consommation ne générant plus un taux de profit acceptable a été reléguée aux pays du Tiers Monde.
- D'autre part, les bourgeoisies issues des luttes de libérations nationales se sont retrouvées happées par cette financiarisation sans y avoir réellement accès en tant que bénéficiaires.

En restant assis sur la production des ressources minières et des ressources énergétiques gérées par les états nations émergents, ces bourgeoisies se sont repliées et recroquevillées sur leurs états quand la production comme la financiarisation se mondialisait.

Certes, il n'y a pas une césure claire entre la financiarisation et les bourgeoisies nationales (et monarchies) qui tirent leurs rentes de situation du pétrole, du gaz ou des matières premières :

Prenons plusieurs exemples caricaturaux : le Qatar a été accepté à la table de la financiarisation capitaliste ainsi que Dubaï, Barhein, etc... C'est un peu moins clair pour l'Arabie Saoudite ou les états arabes unis... Et c'est plus difficile pour d'autres pays comme une partie de l'Amérique Latine ou l'Algérie.

Le démantèlement des « bourgeoisies nationales » s'est faite dans la guerre ou dans la guerre civile. La lutte à l'intérieur de la bourgeoisie algérienne entre ceux issus du FNL et ceux qui souhaitaient se sortir de l'état nation pour s'élargir à un réseau sous influence religieuse (FIS) a fait plus de 10 000 morts... Pour les autres états déjà cités, la guerre a eu 4 conséquences :

- La décapitation de la bourgeoisie « nationale » (assassinat de Kadhafi, Hussein, Ali khamenei, etc...)
- L'émiettement sans fin au gré des bandes armées et du contrôle des territoires (Etat islamique..) et plus globalement, un chaos indescriptible.
- La financiarisation capitaliste a été incapable de fournir « une alternative » et un développement économique minimal pour l'ensemble de ces pays. Seuls quelques confettis d'état ont partagé les bénéfices de cette financiarisation mondialisée

Nous n'avons donc pas des états nation, des superpuissances et des « impérialistes » qui mènent des opérations guerrières pour administrer des territoires et en soustraire directement et brutalement la plus value. La financiarisation capitaliste mène des opérations d'intimidations pour casser les résistances des états nations et des bourgeoisies nationales, pour sabrer leurs moyens d'existence sans pour autant se les approprier. On remarquera d'ailleurs que l'enlèvement de Maduro n'avait même pas pour but de s'approprier le pétrole Vénézuélien (ce pétrole est difficile à exploiter), mais seulement d'intimider le Venezuela pour le contraindre à alimenter, même modestement, la financiarisation.

C'est pourquoi nous ne parlons pas de continuité « d'impérialisme » mais de gangstérisation des rapports économiques et financiers mondiaux. Depuis une dizaine d'années, on constate que ces rapports s'affranchissent des règles internationales pour basculer dans le coup de force, le chantage et l'intimidation. Pour donner une image, cela ressemble à des luttes de gangs qui contrôlent un territoire prélève une dîme et qui pensent qu'en tuant les « capos » (la tête), ils contrôlent le business. Quand le gang de la « brise de mer » en corse tue la tête du gang du « petit bar », ce n'est que pour des intérêts immédiats de pouvoir sans autre prétention.

2) DE L'IMPASSE DE LA FINANCIARISATION A LA GANGSTERISATION !

La financiarisation est un baromètre sur l'état du capitalisme : la valorisation du capital dans la sphère productive n'est plus assurée parce que les gains de productivité sont tels que le travail réel et vivant source de valeur tend à diminuer.

Pour surmonter la crise de surproduction en occident des années 70-80, le capitalisme s'est à la fois mondialisé et financiarisé. Pour retomber sur la crise de 2008 ! Or depuis 2008, la crise financière n'a jamais disparu mais la financiarisation a accumulé parasitisme, récession, faible croissance, surproduction, etc.

La financiarisation capitaliste a tout essayé depuis 30 ans. Pour tenter de sortir de l'impasse, la financiarisation est passé par les états, les gouvernements et les politiques. Dans les années 80-90, la gauche dénonçait la privatisation des fleurons industriels et des services publics. Mais aujourd'hui ce sont les états qui tentent de financer les investissements, les banques et les dividendes boursiers et la financiarisation.. au détriment de la protection sociale. Il faut rappeler

qu'en 2008, ce sont les états qui ont sauvé le système bancaire et les fonds d'investissements en les renflouant par les impôts sur leur population.

Sauf que les états sont aujourd'hui exsangues . A continuer à resserrer les boulons pour faciliter les dividendes et la financiarisation, ils risquent des dangers de révoltes. C'est vrai en Chine, au Maroc (Gen Z), en Inde, et dans une moindre mesure en Europe (subventions aux agriculteurs, retraites, etc..). Alors que font-ils ?

La situation économique est atone et la financiarisation s'impatiente. Il faut trouver des « révolutions techniques » capables d'augmenter les gains de productivité et d'espérer une rentabilité importante du capital. Et partout où elle se tourne, cette financiarisation, avide de gains et de pouvoir, manque de ressource et d'espace ! Même le nouveau jouet (la révolution IA) qui est censé amener un développement comparable à l'électricité au début du 20ème siècle a besoin de ressources énergétiques colossales et de mobiliser des sommes colossales de capitaux.

Le décalage entre l'économie réelle à faible croissance et la spéculation boursière (les valeurs boursières ont été multipliées par 2 depuis 2008) ne peut avoir comme seule conséquence qu'une crise financière majeure (éclatements des bulles IA ou immobilières, etc..) de la financiarisation

La financiarisation est donc dans une impasse.

Elle panique et a besoin de s'en sortir rapidement.

La financiarisation doit supprimer les hommes et les femmes politiques qui font obstacle à leur expansion (Maduro, Kameneï..) et doit trouver des hommes et des femmes politiques qui servent très rapidement leurs intérêts, leur frénésie à maintenir un taux de profit important. Trump en est un comme Netanyahu ou même Macron... Les interventions guerrières au Vénézuëla, à Gaza et en Iran s'expliquent ainsi.

Certains pouvaient s'offusquer ou ricaner lorsqu'Israël et les USA voulaient faire de Gaza une riviera, mais ce projet démontre seulement quel est l'état d'esprit de la financiarisation mondialisée qui a déjà développé les paradis parasitaires de Dubaï, des émirats arabes unis, ou du Qatar. C'est la même logique qui prévaut vis-à-vis de l'Iran.

C'est la stratégie menée par les USA et l'état juif israélien vis-à-vis de l'Iran qui vise à décapiter les « commandements » sans se soucier le moins du monde du peuple et des populations. Plus encore, en appelant la population à se soulever sans stratégie ni but, Trump et ses amis envoie le peuple à l'abattoir et aux massacres.

Cette conception idéologique qui fait fi des populations, de leur vie et de leur bien-être est un marqueur du gangstérisme et de sa stupidité.

3) RESPECT DU DROIT INTERNATIONAL DEPASSE !

Dans cette situation économique mondiale, il n'y a pas la place au respect du droit international et des règles élémentaires de commerce mondial. A écouter et à lire D. Trump, l'administration américaine est incapable de trouver une justification à sa menée guerrière en Iran. Et pour cause, les USA comme Israël en tant que gangsters ont profité de toutes les opportunités, y compris en trahissant les relations internationales et en proférant des mensonges qui évoluent au fil du temps.

- AIEA (agence internationale de l'énergie atomique) affirme que l'Iran était loin d'être prêt à obtenir l'armement nucléaire.
- Tout comme en 2003 quand Colin Powell qui affirmait que l'Irak était doté d'armes de destruction massive était un mensonge, les missiles balistiques pouvant atteindre les USA ou l'Europe sont un mensonge évident.
- Les révoltes des populations iraniennes ont été réprimées dès le 6 janvier 2025... soit plus d'un mois avant le bombardement de l'Iran
- Les négociations qui se déroulaient à Oman étaient quasiment arrivées à finaliser un accord. Les dirigeants de l'Iran étaient tellement confiants qu'ils ont levé leur protection en organisant une réunion quasiment à ciel ouvert.

La dernière justification de Marc Rubio, c'est que puisque l'état juif d'Israël avait décidé de bombarder pour tuer Ali Kameneï, les USA étaient obligés de s'engager...

Le respect du « doit international » suppose des relations internationales stables, par des « états-nation » souverains et indépendants. Or aujourd'hui, il n'y a plus qu'un recours à la force brute, au marchandage, au chantage, au gangstérisme et à la prise d'otage. Ceux qui appellent à respecter le droit international sont condamnés à être impuissants et à contempler le désastre.

Au lieu de se mobiliser contre le gangstérisme et la financiarisation mondialisée, ils font croire que le capitalisme peut encore permettre le respect de l'indépendance des états nation et le droit international. Ce n'est pas comprendre dans quelle situation se trouve la financiarisation capitaliste et son urgente nécessité de trouver des sources de profit.

La financiarisation gangstérisée engendre le chaos. Si elle se joue des frontières et va chercher partout des sources de profit sur la planète, elle multiplie l'émiettement des états constitués et le repli nationaliste sur l'infiniment petit.

4) LA LUTTE CONTRE LE GANGSTERISME PASSE PAR UN SOUTIEN A L'IRAN !

Se placer sur le « respect du droit international », c'est donc se placer aujourd'hui sur le terrain, soit des nationalistes, soit sur le terrain de l'illusion d'un capitalisme « démocratique (De Villepin). C'est une position de faiblesse et c'est ne pas donner les moyens aux peuples de comprendre le monde pour y faire face.

Certes, ce n'est pas parce que des gangs de dealers tentent de faire la loi dans des quartiers qu'il faut y répondre sans respecter les droits et principes démocratiques. De la même façon, il est préférable qu'un droit international soit défini même si les gangsters de la financiarisation ne les respectent pas. Mais c'est bien insuffisant !

La lutte contre la gangstérisation des rapports mondiaux sera rude compte tenu des armements employés et des sommes dégagées en constante augmentation pour ces armements.

Mais précisément, à l'inverse du gangstérisme qui réduit les luttes de pouvoir qu'à un changement de tête par l'élimination violente, Nous considérons que l'élément décisif sera la mobilisation des peuples. Il faut tout de même remarquer que les $\frac{3}{4}$ de la planète observe et est hostile à cet « ordre mondial » parce qu'ils savent qu'en bout de chaîne ce seront eux qui seront impactés. Il est donc nécessaire que le « SUD global » se réveille, s'organise et s'unisse.

En effet, il faut noter que les états constitués (la Chine ou l'Inde) sont bien discrets, campant uniquement sur leurs propres intérêts nationaux... avant d'être confrontés à leur tour à la gangstérisation. Il serait d'ailleurs illusoire que dans une économie mondialisée, des pays qui se croient à l'abris (l'Europe, par exemple) ne soient pas victimes.

C'est pourquoi, face à la brutalité de la gangstérisation, il faut soutenir tout ce qui peut l'affaiblir et donc en l'occurrence, il faut soutenir l'Iran et exiger le retrait de toutes les troupes étrangères de la région.

Le 4 mars 2026

